

S'il est vrai que le Gouvernement doit augmenter cette année l'octroi de l'agriculture, vous me permettrez, monsieur l'Orateur, de faire quelques suggestions.

La plupart des comtés sont éloignés des écoles d'agriculture dans la province de Québec et les cultivateurs peuvent difficilement y envoyer leurs enfants.

Ne serait-il pas à propos d'encourager la création de classes spéciales d'agriculture dans les collèges commerciaux répandus par toute notre province.

Il serait aussi possible d'établir un plus grand nombre de fermes modèles et de donner chaque année des primes spéciales et substantielles pour les concours de fermes, etc., et de nommer des démonstrateurs dans chaque comté.

Mais ce que j'ai surtout mission de demander au Gouvernement pour cette année, c'est d'aider les sociétés d'agriculture à améliorer leurs terrains et leurs bâtisses d'exposition, afin de donner aux enfants de la ferme une idée vraie de l'importance de la fête de l'agriculture où, tous les ans, dans chaque comté, les cultivateurs accourent mettre dans la balance du mérite leurs progrès et succès réciproques.

Cette action du Gouvernement, je l'espère, donnera à tous l'émulation, secouera l'apathie, et saura faire une race de vaillants travailleurs qui comprendront ce que l'agriculture renferme d'espoir et de richesse pour un pays, et alors, au lieu de désertir leur village, ils entendront la grande voix maternelle de la terre qui les retiendra groupés autour du clocher natal, phare de tant d'espérance, gardien de tous foyers.

L'agriculture ne retient plus.

Les jeunes gens quittent la ferme sans se préoccuper du lendemain. On s'en va vers les villes, vers un inconnu douteux, bien souvent fatal. A tous ces déserteurs de la ferme, à tous ces chercheurs de places qui battent le pavé des villes, grossissant le nombre des sans-travail, je leur conseille de méditer ces vers du poète, si touchants et si vrais et pour eux et pour nous :

Et comment se fait-il, voilà ce que j'admire,  
Qu'aucun père, à son fils, ne s'avise de dire :  
Paris est encombré de hardis compagnons,  
Retourne aux champs déserts, aux champs  
dont nous venons,

Portes-y ta jeunesse et tes saines idées,  
C'est là qu'est le salut de la société.  
Remettez en honneur le soc de la charrue ;  
Repeuplez la campagne au dépens de la rue ;  
Grevez d'impôts la ville et dégrevez les  
champs,

Ayez moins de bourgeois et plus de paysans.

Je ne peux m'empêcher de remarquer monsieur, que le Canada a continué d'avancer avec assurance et succès sans le concours de la réciprocité américaine. Je crois que l'expansion de nos relations commerciales avec l'Angleterre et ses colonies sera plus utile pour l'autonomie de nos forces économiques et pour le développement de

M. J. H. RAINVILLE.

notre richesse nationale que les humilantes perspectives contenues dans les trop fameuses correspondances Taft-Rosevelt.

Monsieur l'Orateur, parmi les nouvelles réformes que l'on entend présenter à cette Chambre dans cette session, je trouve la révision de la loi des banques. Le maintien et la sûreté du crédit est une des choses les plus importantes qui soit, et il faut donner à la circulation et aux dépôts toutes les garanties qu'exige un rouage aussi complet et aussi sensible.

Enfin, monsieur l'Orateur, une des grandes questions qui intéresse aujourd'hui notre pays, c'est celle de la contribution à la défense de l'empire dont le Canada fait partie.

Les idées sont partagées quant à la manière de faire cette contribution, mais d'un bout à l'autre de notre pays le même sentiment existe en faveur de la nécessité de maintenir la suprématie maritime de l'Angleterre dans l'intérêt de l'empire britannique entier.

Et pour ceux qui en douteraient, je pourrais leur citer la résolution de 1909. Je pourrais même citer, s'il faut aller plus loin, un article du rédacteur du journal le "Devoir" en date du 12 octobre 1912 où nous lisons : "Jamais les nationalistes n'ont prétendu que le Canada ne devait rien faire pour la sécurité de l'empire".

Mais, permettez-moi, monsieur l'Orateur, de dire très franchement, mon sentiment.

L'Europe est menacée d'un conflit. On ne sait pas encore si les grandes puissances permettront aux petits Etats balkaniques d'étendre leurs frontières. La victoire décisive des armées bulgares a subitement remis le problème devant la diplomatie. Une intervention des puissances se fera inévitablement et il sera difficile de prédire l'avenir des relations européennes. L'Angleterre n'est pas désintéressée de la situation ; elle devra prendre parti et si la guerre éclate, elle devra réunir toutes ses forces. Aussi on comprendra l'attitude du Gouvernement.

Il veut, si nous sommes bien informés, présenter une mesure d'aide temporaire pour cette année, et il se réserve de consulter le peuple, lorsqu'il s'agira d'établir une politique permanente de participation militaire, et assure qu'elle sera, si elle se fait, subordonnée au droit de représentation dans les conseils de l'empire. C'est ce qui ressort des déclarations faites en Angleterre et dans cette Chambre, au nom du Gouvernement, par le très honorable premier ministre en qui le pays a confiance.

Je crois que tout ceci est raisonnable et que notre autonomie et notre constitution n'en souffriront pas. Quant à ceux qui voudraient se jeter à l'aventure avec le cri qu'on ne devrait rien faire pour l'Angleterre, le pays, j'en ai la conviction, leur ré-